

la lettre du **Colidre**

Comité d'information et de liaison des cadres dirigeants retraités de France Télécom

La Belle Province ou nos cousins du Québec

Par Jean Guy

Ce voyage avait implicitement deux objectifs selon les participants : d'une part voir «la Belle Province» avec ses paysages et ses couleurs d'automne réputées, et d'autre part se rendre dans un pays francophone et francophile historiquement très lié à la France... dans le passé. (Irons-nous un jour voir nos «cousins» de Louisiane ?)

Nous fûmes 32 à choisir le programme d'une semaine de découverte du Québec avec Kuoni et personne ne semble avoir regretté ce choix, même si des 'imperfections ont été notées comme par exemple l'absence des baleines de notre programme.. dans le Saint Laurent.. Les couleurs d'automne commençaient seulement à se manifester (en octobre les forêts auraient été plus jolies, mais aussi plus froides et pluvieuses) et les optimistes se sont rabattus sur les cartes postales aux couleurs réellement magnifiques, voire féériques. Le temps nous fut très favorable, car seules deux journées furent pluvieuses, ce qui ne perturba que légèrement notre programme. Le reste du voyage se déroula avec une température et un climat tempérés, comme en France à la même date.

Arrivés à Montréal lundi soir à 2h30 dans notre chambre (heure française..), nous avons bénéficié néanmoins d'une longue nuit de repos grâce au décalage horaire. Le lendemain nous avons visité la ville de Montréal, deuxième ville francophone du monde, et découvert le Mont Royal très britannique et très boisé, et bien sûr l'immense fleuve Saint Laurent. Très américaine, Montréal montre néanmoins de nombreux signes historiques consacrés à la France(noms de rues, statues,...) et a une ville souterraine extraordinaire (la vie à l'air libre étant difficile l'hiver par -20° !!!) : magasinage donc possible et même recommandé.

Mercredi découverte de la ville de Québec, très jolie ville peu américaine avec son château Frontenac, ses souvenirs historiques nombreux et ses vieux quartiers attachants (dont la rue casse-cou et ses escaliers et ses maisons «à la malouine»).Trois nuits dans un bel hôtel ont été appréciées par tous, même si le pain (!) manquait au petit déjeuner.

Des visites culturelles et touristiques nous ont permis de connaître les cabanes à sucre avec un violoneux et de nombreuses références à F.Leclercq découvert par les Français), de dégus-

ter du sirop d'érable, de visiter un village Huron reconstitué et commenté par une guide... très appréciée... (comme la guide pour la ville de Québec), de voir les chutes Montmorency et la basilique Sainte Anne de Beaupré réputée sur tout le continent. La suite du voyage a été consacrée exclusivement à la découverte de la nature, des paysages et de l'immensité du Québec (trois fois et demi la France en superficie, dont une bonne partie glacée). Après la Côte de Beaupré et le Charlevoix qui longent le Saint Laurent, avec des vues superbes sur cette vaste étendue d'eaux réputée pour sa réserve de biosphère (vol d'outardes et d'oies sauvages à notre époque) et sur la côte accidentée, nous avons découvert l'embouchure du Saguenay dans le Saint Laurent : c'est là que l'on peut apercevoir le mieux les bélugas et les baleines qui apprécient le mélange d'eaux douces et salées et s'y ébattent en toute liberté.

(suite page 2)

Un fils de paysan breton à France Telecom

Interview de C. Dubonnet

Comment ce fils de paysan breton, très attaché à son terroir, est-il arrivé à parcourir le monde pour assurer la promotion du E1 0, et aussi pour gérer toute une foultitude d'autres activités? Ce fut pourtant la carrière d'**André VIA**, aujourd'hui un octogénaire toujours plein de dynamisme, un exemple parmi d'autres d'une promotion professionnelle réussie dans l'univers des télécommunications.

Il n'est pas aisé d'amorcer un parcours professionnel à la veille de la dernière guerre mondiale, lorsqu'on n'a pas encore dix-huit ans et seulement une formation au niveau du primaire supérieur. On commence par se faire embaucher comme auxiliaire pour trier les lettres, et trouver ensuite sa vocation au contact d'un agent mécanicien du téléphone. Quand, à la Libération, il est admis à l'école militaire de Coëtquidan, il revient très vite à sa première passion, aux télécommunications, notamment pour l'installation de l'automatique rural dans la région de Bordeaux.

(suite page 3)

La Belle Province ou nos cousins du Québec

(suite de la page 1)

Nous quittâmes alors ce grand fleuve pour aller découvrir le lac Saint Jean en longeant parfois le fjord du Saguenay et en visitant le village de Sainte Rose, sa chapelle et son granit rose. C'est vraiment une autre province très pittoresque avec des cours d'eau très nombreux et un relief accidenté.

Dans cette région, nous avons programmé une nuit chez l'habitant. Bien sûr le confort n'était pas le même qu'à Québec, mais nous avons pu découvrir le caractère très entier des Québécois de cette province. Ils ont su résister à la déferlante anglo-saxonne et parlent un français très pur. Ils se réjouissent aussi d'accueillir de temps en temps des Français de France, qu'ils appellent affectueusement leurs cousins, et avaient organisé pour eux une soirée villageoise très chantante et dansante. Ils connaissent mieux que nous l'histoire ancienne commune au Québec et à la France. On peut évidemment regretter de constater que la France a beaucoup oublié ce pays, alors que le Québec pense toujours à la France et lui est fortement attaché. Cette région nous a permis aussi de découvrir le village historique de Val Jalbert construit autour d'une usine de pâte à papier et inhabitée depuis la fermeture de l'usine en 1927. Il permit aussi une superbe photo de famille des voyageurs du Colidre devant la chute d'eaux du Ouiatchouan...

Après déjeuner avec une tarte aux bleuets (myrtilles), nous avons visité un zoo remarquable, dans lequel les visiteurs sont dans un train grillagé afin de ne pas déranger les «habitants» : cerfs, bisons, wapitis, orignaux, ours blancs, chiens de prairie, marmottes...

La fin du voyage nous a fait traverser la Mauricie en particulier et des grandes zones de forêts commençant à virer au jaune et au rouge. Beaucoup de rivières encore et de lacs, d'où une pro-

menade en hydravions pour les amateurs le désirant. Une soirée fut consacrée au métier du Trappeur, qui aujourd'hui même là-bas, ne peut pas vivre de son métier : il doit donc contrôler le développement des espèces animales sur le territoire qui lui est confié (renards, loups, visons, ours, lynx...), mais aussi trouver un travail pour vivre. Soirée passionnante, mais nous étions tous fatigués et avons donc peu profité de cette dernière nuit dans une 'pourvoirie'. Celle-ci, l'auberge du lac Taureau, organise été et hiver toutes les activités possibles pour les habitants de Montréal : pêche, chasse, randonnée, etc.. avec 695 km de rives sablonneuses! Le site était superbe, mais nous n'avions plus le temps d'en profiter. En outre il pleuvait! Toutefois les Français se sont retrouvés avec plaisir devant une chère abondante au petit déjeuner, ce qui avait un peu manqué auparavant (mais je pense que c'est général à tous les voyages des Français à l'étranger !)

Retour à Montréal lundi et dernier «magasinage» dans l'immense ville souterraine pour écluser les derniers dollars canadiens et au passage visiter la curieuse basilique Notre Dame inspirée par la Sainte Chapelle de Paris. Au revoir à notre guide très appréciée et très compétente, Sylvie .

Enfin, retour rapide à Paris, car le vent était fort et l'avion en retard au départ a mis les réacteurs au maximum 5h30 de vol seulement, une nuit blanche et donc quelques jours pour se remettre du décalage horaire !

La Belle Province nous a donc tous séduit avec ses bleuets, son sirop d'érable, ses vols d'outardes (c'était trop tôt pour les oies des neiges), sans maringouins, et ses paysages immenses de lacs, de rivières et de forêts, mais surtout par l'accueil de tous ses habitants : nous disons donc tous ensemble à nos cousins du Québec

A LA REVOYURE!!!

Appel à bénévolat

Je m'appelle **Jacques SIMONET** et suis un des adhérents du COLIDRE .

Je suis également très engagé dans une association de réinsertion sociale parisienne constituée que de bénévoles. Il s'agit du <<**Mouvement pour la Réinsertion Sociale**>> qui a pour objectif d'aider à leur réinsertion les sortants de prison et toutes personnes placées sous main de justice. Cette réinsertion passe par l'hébergement, l'emploi et éventuellement par des obligations de soin..

Nous travaillons en relation étroite avec l'Administration Pénitentiaire et la Justice qui nous subventionnent, ainsi qu'avec tous les partenaires sociaux (ANPE - Centres d'Hébergement d'urgence - centres de soins -etc...)

Or nous manquons cruellement de bénévoles : c'est la raison pour laquelle je me tourne vers le COLIDRE qui pourrait comprendre parmi ses adhérents des collègues pouvant être intéressés par notre association et devenir ainsi des futurs bénévoles. Par avance, je remercie toutes celles et tous ceux qui voudraient se joindre à nous pour s'engager au sein de notre mouvement et contribuer ainsi à de la véritable réinsertion sociale.

Pour tout contact utile, mes coordonnées figurent dans l'annuaire du Colidre.

Avec mes sincères salutations

Jacques SIMONET

Condoléances

Alain Sirot (X61 - ENST66-Licencié es sciences économiques) vient de décéder brutalement le 14 septembre 2005.

Il fut un des grands acteurs de la "longue marche" des Télécom et a eu une carrière très variée et très appréciée de ses patrons, comme de tous ses collaborateurs. Après avoir débuté à Chalons sur Marne, il a été aspiré à la DGT par le SPEE. Il a ensuite passé trois ans à la Cour des Comptes et est revenu à France Télécom prendre différentes responsabilités opérationnelles, puis a piloté la politique de recrutement et de gestion des cadres à la DG. Directeur de T élécom Paris de 1992 à 1998, il y a laissé une forte empreinte et a fait rayonner l'école. Ainsi a-t-il présidé le Concours Commun "Mines-Ponts-.." et la Commission amont de l'X et celle de la Conférence des grandes écoles. Enfin il a terminé sa carrière comme Directeur de la Formation du CNAM. Tous ceux qui l'ont connu garderont le souvenir d'un Homme chaleureux, modeste et d'une grande humanité.

Le COLIDRE présente donc ses plus vives condoléances à son épouse et à toute sa famille.

Le Bureau du Colidre

Un fils de paysan breton à France Telecom *(suite de la page 1)*

Détaché à Somepost, il shunte allégrement à son retour aux Télécommunications l'époque du Crossbar, pour la commutation électronique au CNET Lannion où se développe le projet Platon, ancêtre du E10. C'est la décennie soixante-dix, une période d'intenses mutations technologiques, le passage de la commutation électromécanique à la commutation électronique, un projet porteur qu'il faut introduire d'abord en France, puis le proposer à l'étranger. Pendant cinq ans, aux affaires internationales de la DGT, André Via va parcourir le monde pour favoriser l'introduction du E10 dans les réseaux analogiques.

Ce sera :

- l'Europe: Malte (premier E10 à l'étranger), Pologne, Roumanie, Grèce, Russie

- l'Afrique : les pays du Maghreb, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Cameroun, le Gabon, l'Égypte, le Nigeria, Île Maurice, (premier réseau numérisé après un clone),...

- l'Asie : Inde, Indonésie, Vietnam, Corée du sud...,

- l'Amérique latine : Mexique, Pérou, Venezuela...,

- l'Amérique du Nord à l'occasion de manifestations internationales...,

- le Moyen Orient : Yémen, Syrie, Jordanie, Irak,...

André fourmille d'anecdotes tragi-comiques sur toutes ces pérégrinations : l'arrivée au Pérou et en Grèce le jour de la révolution, ou sa venue à Alger au moment de la fusillade devant la «Grande Poste», et encore un atterrissage à Bombay avec un réacteur en feu...

Probablement saturé par cette période riche et exaltante « *je n'avais pas le temps de mettre les pieds sur terre, au propre comme au figuré* », me dira-t-il !), il éprouve le désir de revenir sur le terrain pour s'exercer à la gestion d'un établissement. Ce sera Vélizy et l'expérience de Télétel 3V, puis le Centre Interurbain Automatique de Paris Saint-Lambert. Enfin, pour terminer son imposant parcours professionnel, une mis-

sion en Île-de-France, afin de remettre à niveau le réseau des LS, dont le développement posait de sérieux problèmes sur le terrain. Il aura, pour cela, passé les trois mois de l'été pour mettre au point vingt propositions qui seront toutes validées, et qu'il sera chargé de mettre en œuvre à la direction du réseau IDF, avant de partir à la retraite en 1989 (à 66 ans !). Pour être complet, il faudrait ajouter les dix années passées à SOMEPOST, à partir de 1960, au service de la mécanisation postale en France et à l'étranger, après avoir été chargé de l'ingénierie des centres de tris postaux mécanisés au CNET. Il faut ajouter le premier sommet des pays industrialisés, au Château de Versailles, en 1982, où le CPE qu'il dirigeait est devenu, pendant huit jours, un CPE mondial.

Mais quel regard André Via peut-il porter aujourd'hui sur ce passé ?

Atablés autour d'un bourbon, dans son appartement juché au 24ème étage de la Tour Palerme qui offre une imposante vision plongeante sur la région parisienne, André estime qu'il s'est beaucoup amusé durant sa carrière. « *J'ai pu choisir mes différents boulots, mes patrons. J'ai pu élargir mes connaissances techniques. J'ai pu enfin satisfaire ma passion des voyages. Certes j'ai beaucoup travaillé, mais en m'amusant. J'ai fait ce qui me faisait plaisir. J'étais donc très heureux dans mon travail* »... une chance qui ne se retrouve peut-être pas toujours aujourd'hui. Il a vécu intensément l'épopée de l'introduction de la commutation électronique temporelle, une révolution extraordinaire, un pari sur l'avenir pas toujours bien admis au départ par des responsables trop prudents. Ce n'était pas le cas à l'étranger, où on était considéré comme les pionniers d'une technologie porteuse d'avenir. Il est vrai que son séjour dans le privé, à SOMEPOST, lui avait appris à gérer les affaires avec une logique d'entreprise. C'était le projet d'avenir, qui a fini par recevoir l'aval du patron des télécoms de

l'époque, Gérard Théry, intéressé par l'homme de terrain qu'il était, lors d'un mémorable séjour à Atlanta aux USA, en 1974, avant que ne soit décidé le développement significatif du E10 en France. « *Nous étions les premiers à nous lancer dans cette aventure de la commutation temporelle et des réseaux numériques.* » Il aurait pu passer sans trop de problèmes le concours d'ingénieur interne, mais il a préféré poursuivre son aventure professionnelle. Il a travaillé sans difficulté avec les «grands patrons». Il est vrai qu'il ne leur faisait pas concurrence pour l'accès aux principaux postes de responsabilités. Il a, bien sûr, approuvé l'évolution des télécommunications qui apportait beaucoup de souplesse dans son fonctionnement quotidien, y compris la reconnaissance pécuniaire du mérite, une pratique naturelle dans le privé. C'est sans doute la raison pour laquelle il n'a pas éprouvé beaucoup de difficulté à gérer plusieurs centaines de personnes dans les centres dont il a eu la responsabilité... peut-être l'aventure la plus passionnante de sa longue carrière, à condition, précise-t-il, « *de savoir bien écouter pour mieux décider* ». Finalement, une retraite passive « ce n'est pas mon truc, j'ai toujours envie de bouger, de découvrir des choses », me dira-t-il. Une carrière hors du commun pour un fils de paysan plutôt défavorisé au départ, mais qui avait déjà appris, durant sa prime jeunesse, dans la ferme familiale, à prendre des risques pour moderniser une exploitation.

Voilà un exemple, loin d'être unique, qui apporte la preuve que France Telecom a su, très tôt, s'affranchir des contraintes inhérentes à toute administration de l'État, pour permettre à ses cadres d'innover, de se projeter au plan international, afin de devenir un opérateur historique de références, qui reste encore aujourd'hui le leader sur les principaux segments du marché des télécommunications, dans un environnement pourtant totalement concurrentiel.

Où va l'Europe, après le référendum du 29 mai 2005 ?

Jacques Moreau Délégué Général d'Europe et Société (*)

La crise européenne ne date pas de l'échec du référendum de mai dernier. Depuis plusieurs années l'Europe marque le pas. Le traité constitutionnel avait certes pour objectif de régler quelques problèmes institutionnels, notamment différentes procédures de son fonctionnement, mais sans traiter le véritable problème de fond, à savoir: quels projets pour l'Europe et pourquoi l'Europe? Trois parties dans l'exposé : un rappel de quelques éléments importants, la situation particulière dans laquelle se trouve la France, quelles sont les sorties possibles.

Rappel de quelques éléments importants:

- 1986, l'Acte Unique (création du marché unique et le vote à la majorité qualifiée pour toute une série de problèmes)... Jacques Delors, Président de la Commission (1985-1995)... 1992 Traité de Maastricht et la création de l'UEM (Union Économique et Monétaire) et bientôt de l'euro... autant d'événements qui permettent à l'Europe de sortir de son immobilisme, et donc de pouvoir progresser plus facilement. Il existe alors un contexte politique favorable à une avancée de l'Europe, d'autant plus que durant cette période, l'Europe bénéficie d'une bonne croissance économique favorable à l'emploi.

- puis arrivent les événements de 1989/91, la chute du mur de Berlin, et la disparition de l'URSS. Il n'existe donc plus de péril à l'Est. Apparaissent de nouveaux États demandeurs à la fois d'Europe et de sécurité, dont les élites ont été formées en partie aux USA, et qui sont donc proches de la culture anglo-saxonne et plutôt éloignés du modèle continental (germano-français).

- la mondialisation autour d'une super puissance les États-Unis...

L'Europe n'était pas prête à approfondir son organisation pour affronter cette nouvelle situation. Pourtant il était impossible de refuser l'élargissement face à une forte demande des pays de l'Est qui visaient deux objectifs :

- une protection à travers l'adhésion à l'Union européenne et à l'OTAN,

- une modernisation de leur économie, d'autant plus difficile que l'Europe occidentale entendait imposer son modèle, donc tout l'acquis communautaire.

L'élan qui avait été imprimé par la France, l'Allemagne, le Benelux, l'Italie, ainsi que par des responsables politiques, est confronté à un changement total, et ces responsables deviennent européens non plus de conviction, mais de raison. Cette atonie politique coïncide avec une atonie économique.

Il existe aujourd'hui une Europe élargie à 25 et bientôt à 27/28, avec un problème de gouvernance, car on n'a pas pris le temps de modifier les institutions et les modes de prises de décisions pour affronter cette situation. L'Europe est en panne économiquement, mais aussi en panne de projets. Certes la stratégie de Lisbonne (2000), (... faire de l'Europe l'économie de la connaissance la plus dynamique du monde...) tend à exprimer la façon dont on conçoit l'avenir de l'Europe. On trace dans ce but quelques objectifs, mais il appartient désormais aux États de les mettre en œuvre, l'Union n'ayant plus les moyens pour agir à la place des États. Ces objectifs ambitieux sont loin d'être atteints aujourd'hui, en particulier dans le domaine de la formation et de la recherche. L'Europe est devenue impuissante, avec un affaiblissement de la Commission. Ce n'est plus une Commission conquérante. Elle est soumise aux critiques du Parlement qui intervient essentiellement sur le budget ou, parfois, pour censurer le travail de la Commission, ce qui complique le travail de son nouveau Président, José Manuel Barroso et de son Collège.

La situation française :

Le non de mai 2005 peut s'expliquer par la volonté de marquer une désapprobation de la politique gouvernementale actuelle, par une crise de la représentation politique dans le pays, par une crainte de l'avenir, mais il faut laisser de côté tous ces éléments qui relèvent de la situation intérieure du pays, pour expliquer autrement le refus français. On peut invoquer trois éléments :

- l'Europe ne peut progresser que sur une culture de compromis, ce qui ne correspond pas à la culture politique française.

L'intérêt général est défini par le haut dans notre pays, et non pas à partir des intérêts propres aux différents acteurs, notamment économiques et sociaux, ce qui rend difficile l'acceptation du processus bruxellois.

- face à la réalité économique mondiale, l'économie de marché, on se maintient dans une culture française qui vit malaisément ce type d'organisation. Pour la France, la période bénie, fut les années soixante, l'époque de la planification, de l'importance des entreprises publiques. Or, depuis le Traité de Rome, la dynamique communautaire est essentiellement fondée sur le marché. Certes, c'est un marché régulé, ce qui n'empêche pas les critiques vis-à-vis de Bruxelles (la directive services de Mendelson, la politique agricole commune...). La campagne sur le référendum a fait resurgir ce problème.

- la France, forte de son rôle historique lors de la naissance de l'Europe ne se reconnaît plus dans une organisation à 25 pays.

On a longtemps pensé que l'Europe était une continuation de la France, ce qui pouvait s'admettre dans une Europe à six ou à neuf pays. La configuration actuelle de l'Europe est devenue une construction dans laquelle les français ne se retrouvent plus. La donne a changé, d'où une certaine peur, et une tentation de repli..

Comité d'information et de liaison des cadres dirigeants retraités de France Télécom

Colidre

Responsable de la publication:

Pierre Fortin

Responsable de la rédaction:

Roland Saint-Criq

75, Avenue des Ternes

75017 Paris

tél. 01 55 37 13 40 - fax. 01 55 37 13 41

http://www.colidre-ft.asso.fr

75, Avenue des Ternes

1er étage

75017 Paris

Où va l'Europe, après le référendum du 29 mai 2005 ? (suite de la page 4)

Quelles sont les sorties possibles?

Je ne crois pas à une Europe avec des cercles concentriques, au noyau dur autour du couple franco-allemand, qui est mal supporté aujourd'hui. L'Allemagne, par exemple, est en train de discuter aujourd'hui avec la Russie, d'où cette décision du gazoduc au grand dam des polonais. Qui plus est la Russie va avoir besoin de l'Allemagne, notamment sur le plan des échanges économiques.

Les autres pays qui entourent l'Allemagne, la Hongrie, la Pologne souhaitent peser dans les décisions. On est en train de rebattre les cartes, ce que Tony Blair avait fort bien compris. Certes le bilan de la présidence britannique est limité, car on bute sur la politique financière, ce qui empêche toute nouvelle avancée. En 2007, nous allons traverser une nouvelle campagne électorale, durant laquelle on parlera à nouveau des problèmes européens, pas nécessairement en phase avec le nouveau gouvernement allemand.

Le climat n'est donc pas favorable pour un certain volontarisme. Prenons le débat autour de la directive concernant la libéralisation des services, on constate une très grande diversité dans le positionnement des pays.

Pour demeurer cependant un peu optimiste, après le règlement des problèmes financiers de l'Europe, il est vraisemblable que des décisions importantes seront prises sur les questions de sécurité, de justice, d'immigration. Mais pourra-t-on progresser dans le domaine de la gouvernance de l'Europe qui permette au Conseil d'avancer dans des secteurs comme la politique étrangère, commerciale, de la recherche? Rien n'est sûr.

Je pense que discrètement, on assistera à la mise en place d'une politique étrangère avec Javier Solana, autour d'initiatives qui ne partiront pas de la Commission. Ce sera surtout le fait du Conseil européen. Le penchant supranational, fédéralisant va se ralentir, mais cela ne veut pas dire que l'Europe va se déliter.

Face aux problèmes posés dans le domaine de l'énergie, du Moyen-Orient, dans nos relations avec les pays émergents (Chine, l'Inde...), l'Europe sera bien obligée de formuler des propositions.

Quoi qu'il arrive, le plus grand risque est de voir une diminution du rôle de la Commission, au profit d'une prise en compte par le Conseil, et parfois par le Parlement, des intérêts des États, au détriment des intérêts généraux de l'Union.

Résumé rédigé par C.Dubonnet, (Conférence donnée au Colidre le 19 octobre 2005)

(*) **"Europe et Société"**, une association qui fête cette année son vingtième anniversaire, s'efforce à travers différentes activités et manifestations d'offrir aux dirigeants d'entreprises, d'organisations professionnelles et syndicales, etc., un lieu de rencontre, de réflexion et de propositions, centré sur les réponses des Européens face aux défis du monde actuel notamment, à la globalisation et à la mondialisation de l'économie.

A côté de l'Europe des institutions, "Europe et Société" par sa démarche indépendante et autonome par rapport aux institutions communautaires et étatiques, souhaite d'établir des passerelles entre le monde des entreprises, de la société européenne et les institutions européennes...

Malgré les difficultés, l'Europe possède des atouts déterminants à condition que les Européens les connaissent et décident de les utiliser. C'est tout le sens de l'action d'"Europe et Société" dans sa réflexion pour allier compétitivité de l'industrie et de l'économie européenne et le maintien ainsi que le développement de la cohésion sociale, le renforcement de la liberté, de la responsabilité et de la solidarité des différents acteurs

Les secrets du «modèle suédois» par Jacques Billard (0)

Au-delà des clichés, la Suède apparaît comme un pays marqué de multiples paradoxes. Voici un pays géographiquement situé à la marge du continent et qui, en fait, est au cœur de cette mer maintenant européenne qu'est la Baltique et souvent au centre de l'actualité politique et économique mondiale. Voici aussi un pays qui, après soixante dix années de pouvoir social démocrate quasi continu, adhère pleinement à une économie de marché incluant un capitalisme de type anglo-saxon et se situe souvent en pointe en matière de libéralisation.

(suite page 6)

Les secrets du «modèle suédois» (suite de la page 5)

Voici enfin un pays dont l'une des dominantes de la politique est l'égalitarisme et qui fait une large place à la compétition et prône la performance individuelle. Faut-il voir dans ces caractères spécifiques le fruit d'une longue histoire? Déjà, mille ans avant nous, les Vikings partaient à la conquête du monde, savaient être à la fois paysans et guerriers et rejetaient centralisation et hiérarchisation. En tout cas, qu'il s'agisse du niveau de vie ou de la qualité de celle-ci, les chiffres témoignent d'une prospérité enviable: le pouvoir d'achat s'accroît de 3 à 4 % chaque année, les rapports humains sont paisibles et la rigueur héritée de la culture luthérienne se conjugue harmonieusement avec l'attention aux autres et le respect de la nature,

Une politique continue, volontariste et pragmatique

Après avoir disposé longtemps de la majorité absolue, le gouvernement n'a plus le soutien, depuis 2002, que de 40 % des suffrages, ce qui le conduit occasionnellement à s'appuyer sur les «verts» et la gauche communiste. La longue tradition sociale-démocrate tend à se confondre avec l'identité suédoise qui se caractérise par une société peu élitiste voire égalitariste, un taux de fiscalité individuelle élevé, un système de protection sociale performant et, sur le plan militaire, une option de neutralité absolue. Celle-ci, qui remonte à Bernadotte, a valu à la Suède de ne pas connaître de conflit armé depuis deux siècles, mais aussi de laisser des traces dans ses rapports avec certains de ses voisins de la Baltique comme les Pays baltes.

Au chapitre du pragmatisme, il est intéressant de noter qu'au début des années 90 la droite au pouvoir a engagé un important train de réformes que les sociaux-démocrates se sont bien gardés ensuite de remettre en cause. Dans l'ensemble cette politique a porté ses fruits dans de nombreux domaines. Parmi les réussites, il faut citer la réforme des retraites qui, après dix ans de négociations, a conduit à un système figé pour 30 ans, et celle du budget, qui interdit au gouvernement le déficit et confère au Parlement la décision fixant les enveloppes de dépenses et les emplois qui leur sont associés.

Dans deux domaines toutefois cette politique reste en échec: en matière d'éducation, où la décentralisation des programmes a conduit à un résultat considéré comme catastrophique, et en matière de santé où le système s'est considérablement dégradé. Pratiquement seul existe le service des hôpitaux publics où les délais d'attente peuvent atteindre deux ans pour certaines opérations!

Une économie qui se porte bien

Servie par une bonne productivité des entreprises (3ème rang mondial), une paix sociale quasi-constante, une ouverture à la mondialisation, une monnaie nationale (la couronne) sous-évaluée et une inflation faible (1%), l'économie suédoise révèle une certaine prospérité avec un taux de croissance supérieur, en moyenne, de 1% à celui de la France mais un taux de chômage qui atteint près de 8% (officiellement 5%). Cette économie repose pour une large part sur de grandes entreprises, ouvertes depuis longtemps à la mondialisation et qui sont l'affaire d'une

quarantaine de «grandes familles» favorisées fiscalement. Le secteur public demeure important, mais l'État se défend de faire de la politique industrielle. Le mode de management est majoritairement du type anglo-saxon, très proche de la philosophie américaine, et les maîtres mots sont: organisation et productivité.

Une adhésion raisonnée à l'Union Européenne... mais empreinte de scepticisme et de réserve

La Suède a rejoint l'Union européenne au 1er janvier 1995. Bien que soutenue par le gouvernement, cette adhésion n'a recueilli que 52,3% de «ou» au référendum. En revanche, et bien que toujours soutenue par le gouvernement, l'adhésion à l'Union économique et monétaire a été, en septembre 2003, rejetée par 56 % des électeurs. Cette situation s'explique par le fait que, même si les Suédois reconnaissent l'intérêt économique de l'Union, sa politique des aides régionales, son soutien à l'environnement et son ouverture à l'Est, ils lui reprochent le manque de transparence de ses institutions et de leur fonctionnement, et son absence de visibilité. C'est ainsi que l'on a vu apparaître, lors des élections européennes de juin 2004, un nouveau parti, celui des «euroseptiques» qui a recueilli 14% des suffrages et la sympathie des deux partis, soutiens du gouvernement, que sont les «verts» et les communistes. Comme on le voit, l'adhésion de la Suède à l'Union est davantage guidée par l'intérêt et la raison que par le sentiment, ce qui ne manque pas de laisser parfois ce pays dans une certaine ambiguïté.

Un regard sur la société suédoise d'aujourd'hui

La Suède est de plus en plus présente dans notre actualité. Certes, elle reçoit encore régulièrement la visite de responsables français ou européens venus pour tenter de percer les secrets du «modèle suédois» qui, selon les intéressés, n'existe pas... ou plus. Mais, la société suédoise elle-même attire le regard par un certain nombre de particularités qui la rendent instructive et attachante. Ainsi, en matière d'immigration, le taux est, à raison de 300 000 étrangers présents dans le pays, supérieur au nôtre. Pour favoriser leur intégration, la Suède développe un gros effort d'accueil qui passe par l'apprentissage de la langue et l'offre de logement. Cet effort n'a pas encore permis de régler tous les problèmes, tels que le chômage concernant cette part de la population, mais chacun sait qu'il s'agit d'un chemin long et difficile par nature. Dans deux autres domaines, la sécurité et l'environnement, auxquels ils portent un attachement viscéral, les Suédois nous offrent un exemple incontestable et nous ouvrent la voie, avec parfois de nombreuses années d'avance. Avec un niveau de vie élevé, des paysages enchanteurs, des rapports humains paisibles et bien huilés, les Suédois donnent à coup sûr l'impression de mener une vie agréable et sans stress. Peut-être ne leur manque-t-il pour parfaire leur bonheur que des impôts moins lourds et... un hiver plus court!

Jacques Billard

(0) Ce texte est un modeste extrait d'un article écrit par J. Billard dans le n° 10 des cahiers d'ARRI et que la rédaction vous recommande de lire dans son intégralité.